

INTERPOL launches its Global Security Initiative for the 21st century

77ème Assemblée générale

St. Petersburg, Russie – 7 octobre 2008

Ronald K. Noble, Secrétaire Général de l'O.I.P.C.-INTERPOL

Monsieur le Premier ministre de la Fédération de Russie, M. Poutine,
 Monsieur le Procureur général de la Fédération de Russie, M. Tchaïka,
 Monsieur le Ministre de l'Intérieur, M. Nourgaliev,
 Monsieur l'Envoyé présidentiel plénipotentiaire dans le District fédéral du Nord-Ouest, M. Klebanov,
 Monsieur le Directeur du Service fédéral de lutte antidrogue de Russie, M. Ivanov,
 Madame le Gouverneur de Saint-Pétersbourg, Mme Matvienko,
 Monsieur Vice-gouverneur de Saint-Pétersbourg, M. Tikhonov,
 Monsieur le Président par intérim, Messieurs les Vice-présidents et Membres du Comité exécutif,
 Messieurs les Ministres,
 Monsieur le Premier Président de la Cour des comptes,
 Messieurs les membres du corps diplomatique,
 Mesdames et Messieurs les Chefs de police,
 Mesdames et Messieurs les Chefs des Bureaux centraux nationaux et des délégations nationales,
 Chers collègues,
 Mesdames et Messieurs,

C'est avec grand plaisir que nous nous retrouvons pour la 77ème session de l'Assemblée générale d'INTERPOL à Saint-Pétersbourg, une ville où s'est écrite pendant des siècles l'histoire extraordinaire de la Russie. C'est dans cette ville, dont le musée de l'Ermitage retrace plusieurs civilisations, de l'Âge de pierre à l'époque actuelle, que nous célébrons le 85ème anniversaire de l'Organisation. De toute l'histoire d'INTERPOL, cette Assemblée générale est celle qui compte le plus de participants, avec 153 pays membres, 687 délégués présents et 31 observateurs. On ne pouvait imaginer mieux pour un tel événement

Il est difficile de ne pas avoir une pensée pour Tolstoï et son dernier roman, *Anna Karénine*. Ce chef-d'œuvre a imprégné notre culture et donné son nom à un principe selon lequel un seul élément défaillant dans une entreprise la vouerait irrémédiablement à l'échec. Une entreprise qui réussit est donc une entreprise d'où l'on a éliminé le moindre risque de défaillance.



The need to unite and co-operate towards a common goal of making communities safer is greater than ever, INTERPOL Secretary General Ronald K. Noble told the General Assembly in his state of the organization address.



The ultimate defence against terrorism and containment of global crime is achievable if all nations commit the appropriate resources and join together to fight this threat, Mr Noble said.

Ce principe peut de toute évidence être appliqué au défi qui nous occupe actuellement, celui de tout mettre en œuvre pour assurer l'efficacité de l'action de la police dans chaque pays, en matière de lutte contre le terrorisme et la grande criminalité transnationale.

Comme l'a déclaré avec éloquence Monseigneur Boccardo pour appuyer la candidature de l'État de la Cité du Vatican auprès d'INTERPOL : « Il est aujourd'hui particulièrement important de renforcer la coopération internationale entre les forces de police si l'on veut garantir la sécurité de tous. »

Monsieur le Premier ministre,
Chers collègues,
Mesdames et Messieurs,

Je doute qu'aucun rassemblement de polices n'ait eu à faire face à l'époque actuelle à des défis aussi pressants, à des risques aussi grands en cas d'inaction ou d'erreur, ou à une telle nécessité de s'unir et de coopérer pour atteindre un objectif commun : rendre nos sociétés plus sûres.

Notre planète connaît des maux d'une ampleur sans précédent, parmi lesquels le cercle vicieux de la pauvreté et de la misère qui menace chaque génération l'une après l'autre. Trouver des formes d'énergie abordables, sûres et propres est un impératif, non seulement pour la stabilité et la croissance économiques, mais aussi pour la paix. Les pays du monde entier sont en train de rassembler leurs forces pour faire face à une crise de plus en plus aiguë qui menace jusqu'à la survie des systèmes bancaires et financiers tels que nous les connaissons aujourd'hui. Sans oublier les conflits militaires et autres différends qui pourraient éclater et qui continuent de mobiliser l'attention des gouvernements, des médias et des populations de toutes les nations.

On pourrait être tenté, dans un tel contexte, de conclure – à tort – qu'il n'est pas nécessaire ni pour un pays en particulier ni pour le monde entier d'accorder un degré de priorité élevé à la coopération policière internationale.

Or, la police est souvent la première et la dernière ligne de défense contre le danger. Les défis et les exigences auxquelles elle doit faire face à tous les niveaux se sont considérablement accrus au fil des ans. Ce dont nous avons besoin aujourd'hui plus que jamais, c'est de davantage d'engagement et de détermination de la part des dirigeants du monde entier, et non l'inverse.

Monsieur le Premier ministre, vous vous êtes exprimé à l'Université de Columbia à New York juste après le deuxième anniversaire des attentats du 11 septembre. Les mots que vous avez employés alors continuent aujourd'hui de résonner pour nous tous avec la même force. Vous avez dit au monde – je cite : « *Les tragédies d'une telle ampleur marquent un tournant dans l'histoire. Elles n'ont pas seulement pour effet de frapper les esprits, mais aussi de changer et de transformer fondamentalement les façons de penser, la perception de la réalité et le mode de vie de peuples et de nations tout entiers.* »

J'ajouterais que cette déclaration peut sans conteste s'appliquer aujourd'hui à INTERPOL. Nous avons radicalement transformé notre façon de penser afin de nous adapter à toutes les évolutions majeures qui se sont opérées au cours des 85 dernières années. Si INTERPOL a réussi dans cette démarche, c'est parce que nous sommes toujours restés fidèles au principe de base édicté par nos fondateurs : améliorer la coopération policière internationale tout en respectant pleinement la souveraineté de chacun de nos pays membres.

Cela vous a permis, à vous les pays membres, de travailler avec nous depuis 1923 au gré de l'évolution de vos besoins, de vos capacités et de votre volonté, faisant d'INTERPOL une organisation de tous les temps et pour toutes les circonstances, car INTERPOL sera toujours ce que ses membres souhaitent qu'il soit.

Cet été, une cellule INTERPOL s'est rendue à Pékin pour aider les autorités chinoises à assurer la sécurité lors des Jeux olympiques d'été de 2008, qui furent un succès. Pendant ce temps, une autre cellule

INTERPOL était envoyée aux Philippines, en partenariat avec la Commission internationale pour les personnes disparues, afin d'aider à identifier, au moyen des techniques d'analyse génétique les plus récentes, les victimes du naufrage d'un ferry provoqué par le typhon Frank. On ne disposait d'aucune empreinte digitale, d'aucun dossier dentaire, on a donc dû utiliser les données génétiques, et INTERPOL était présent sur place pour apporter son aide.

Dans une affaire qui a débuté en Norvège, notre deuxième appel à témoins mondial visant à localiser et à identifier un délinquant pédosexuel a permis l'arrestation du principal suspect aux États-Unis 48 heures seulement après le lancement de l'opération, grâce à une étroite coopération entre notre Bureau central national de Washington, les agents du service de l'immigration et des douanes des États-Unis (*Immigration and Customs Enforcement – ICE*), le ministère de la Justice des États-Unis, les ministères publics et les officiers spécialisés d'INTERPOL à Lyon (France). C'est à n'en pas douter une affaire qui tient à cœur au Gouverneur Valentina Matvienko, dont l'attachement à la lutte contre les abus pédosexuels est bien connu et respecté dans le monde entier. Toujours au mois de mai, INTERPOL, avec le concours d'experts en informatique légale des polices d'Australie et de Singapour, a achevé son analyse indépendante des ordinateurs et du matériel informatique saisis par la Colombie dans un campement terroriste des FARC. Nous avons apporté notre soutien à un pays qui avait besoin d'aide en matière de lutte antiterroriste, même si nous savions que nous courions le risque d'être la cible d'attaques mettant en cause notre indépendance.

À certains égards, l'action policière a connu d'importants bouleversements au cours des 85 dernières années.

Un réseau de communication mondial à la pointe de la technologie tel que notre système I-24/7, qui permet aux policiers de nos 187 pays membres de consulter les bases de données internationales de police et même de suivre en temps réel les déplacements d'un fugitif dangereux, semblait relever de la pure science-fiction en 1923, mais il constitue aujourd'hui un outil essentiel et universellement reconnu de l'action policière internationale. Cette fonction est d'une telle importance que l'État de la Cité du Vatican a été raccordé à I-24/7 au moment même où vous avez approuvé à l'unanimité son adhésion à l'Organisation ce matin.

L'exemple du pays hôte de cette Assemblée générale, la Russie, atteste le potentiel considérable de cet outil. La Russie a été l'un des premiers pays à avoir été raccordés à I-24/7, en juin 2003. Conscientes de la valeur de cet outil, les autorités russes, sous l'impulsion du Ministre de l'Intérieur Nourgaliev, ont ouvert l'accès aux services INTERPOL via I-24/7 à 41 sites distants répartis sur l'ensemble du territoire de la Fédération de Russie, dont le Bureau du Procureur général – je suis d'ailleurs heureux que M. Tchaïka soit parmi nous aujourd'hui. Le Ministre Nourgaliev et le Procureur général Tchaïka ont constamment soutenu INTERPOL et les efforts déployés par celui-ci en vue d'ouvrir l'accès à ses services aux organes de police de l'ensemble de ses pays membres. Grâce à cet accès, l'utilisation des bases de données d'INTERPOL par la Russie a considérablement augmenté, le nombre de recherches opérées dans notre base de données nominatives sur les malfaiteurs et les terroristes par la Fédération de Russie et le B.C.N. de Moscou passant de moins de 3 000 en 2003 à un demi-million en 2008. Permettez-moi d'insister : de moins de 3 000 à un demi-million en seulement cinq ans.

La Russie effectue également plus de recherches dans la base de données d'INTERPOL sur les véhicules volés que n'importe quel autre pays membre. Elle a conscience que le vol de véhicules, outre qu'il est pour les réseaux criminels organisés un moyen de gagner de l'argent, constitue également un outil potentiellement mortel aux mains des terroristes. Pour preuve, il suffit de regarder le Liban, où le véhicule chargé d'explosifs qui a servi à l'assassinat de l'ancien Premier ministre, M. Rafik Hariri, en février 2005, avait été volé au Japon. Ou encore la France et l'Espagne, où l'organisation terroriste basque ETA utilise depuis plusieurs décennies des véhicules volés pour perpétrer ses attentats. Il en est de même dans de nombreux autres pays à travers le monde. Nous ne le savons tous que trop bien.

Notre base de données mondiale sur les documents de voyage volés et perdus – documents qui constituent l'une des « armes » privilégiées des terroristes – est passée de quelque 4 000 enregistrements transmis par 10 pays en 2002 à près de 16 millions transmis par 141 pays

aujourd'hui. Depuis le début de l'année, les pays ont déjà effectué plus de 56 millions de recherches dans cette base, et détecté plus de 10 000 documents de voyage suspects.

Grâce à notre principale initiative antiterroriste, les services de police de l'ensemble de nos pays membres ont désormais accès aux noms de plus de 9 000 terroristes présumés et aux éléments d'identification les concernant, soit plus de quatre fois plus qu'en 2002, lors de son lancement. Nos policiers disposent ainsi d'un outil les aidant à repérer les individus nécessitant une attention particulière.

Chacun de ces progrès témoigne à sa façon d'un monde de plus en plus complexe, où les pays sont de plus en plus interdépendants – un monde au sein duquel les services chargés de l'application de la loi sont continuellement mis au défi de trouver des moyens novateurs de protéger les citoyens et de mettre un terme aux activités des malfaiteurs qui menacent notre sécurité collective, en instaurant une coordination homogène par-delà les frontières. Un monde où, selon les termes du Premier ministre Poutine, que je cite : « *Toute région instable [...] peut constituer une source de menaces pour les populations qui vivent de l'autre côté du globe.* »

Si nous connaissons les points forts de la communauté internationale, nous devons également prendre la mesure de ses faiblesses en toute honnêteté.

Et il est indéniable qu'il existe de graves lacunes en matière de sécurité qui nécessitent l'intervention personnelle et urgente des dirigeants du monde entier si nous voulons les combler. Je voudrais mentionner tout particulièrement les trois qui me paraissent être les plus critiques et que nous espérons combler grâce à l'Initiative de sécurité globale que nous nous apprêtons à lancer cette semaine.

Aujourd'hui, tout d'abord, les déplacements internationaux sont monnaie courante. Il y en a eu plus de 900 millions en 2007, et ce nombre devrait doubler d'ici 2020. INTERPOL possède la seule base de données mondiale consacrée aux documents de voyage volés et perdus. Bien que son utilisation par nos pays membres soit en forte hausse, nous estimons qu'en 2008 seules 73 millions de recherches auront été effectuées dans cette base de données. Cela signifie que les documents d'identité de plus de 820 millions de voyageurs internationaux n'ont même pas fait l'objet des contrôles les plus élémentaires, à savoir une simple vérification visant à déterminer si la personne qui s'apprête à entrer dans un pays est bel et bien celle qu'elle prétend être. En revanche, les voyageurs internationaux ne sont pas autorisés à transporter des substances liquides, doivent passer au détecteur de métaux, et sont même soumis à des fouilles corporelles ou tenus d'ôter des vêtements. Nous savons tous à quel point de telles fouilles peuvent s'avérer humiliantes et offensantes.

Dès lors, comment peut-on justifier l'absence de contrôle des passeports et des documents d'identité des voyageurs internationaux ? En particulier :

lorsque l'on sait que la technologie d'INTERPOL permet d'effectuer de tels contrôles en l'espace de quelques secondes et partout dans le monde ;
lorsque l'on sait que le Conseil de sécurité des Nations Unies et, pour ainsi dire, tous les organismes qui se sont penchés sur la question, ont approuvé l'utilisation de la base de données d'INTERPOL sur les documents de voyage volés ou perdus ;
et nous savons pertinemment que l'utilisation par des terroristes et des criminels de documents de voyage volés ou perdus a grandement facilité le premier attentat à la bombe contre le *World Trade Center* en 1993, ainsi que le meurtre du commandant Massoud en Afghanistan et celui de l'ancien Premier ministre serbe Djindic, de même que les activités de terroristes et de malfaiteurs dangereux dans le monde entier.

Deuxièmement, le manque de protocoles visant à informer la communauté internationale des services chargés de l'application de la loi et les citoyens de l'évasion de terroristes et de dangereux malfaiteurs est une situation tout aussi inacceptable. Depuis plusieurs années, INTERPOL encourage vivement ses pays membres à partager les informations dont ils disposent sur les prisonniers dangereux évadés. Cette année, nous avons été témoins de ce qui est peut-être l'évasion la plus spectaculaire de tous les temps,

lorsqu'en juin, une prison de Kandahar, en Afghanistan, a été attaquée – oui, attaquée – par les Taliban, qui ont libéré jusqu'à un millier de prisonniers. Malgré cela, aucune photographie ni aucune empreinte digitale n'a été mise à la disposition de la police pour l'aider à identifier et à arrêter les malfaiteurs en fuite. Cela n'a rien d'un cas isolé : rien qu'au cours des trois dernières années, INTERPOL a suivi 62 cas d'évasions survenus dans 43 pays et impliquant plus de 560 individus inculpés ou condamnés pour terrorisme. INTERPOL sait que ce problème pourrait être facilement résolu si nous avons la volonté de nous y atteler.

Troisièmement, nous savons tous qu'à elle seule, l'armée ne peut pas résoudre le problème du terrorisme. Le mois dernier, je me suis rendu au Bureau central national d'INTERPOL à Kaboul, en Afghanistan, où j'ai été témoin de l'excellent et courageux travail accompli par nos collègues de la police nationale afghane – et à quel prix ! Rien qu'au cours des six premiers mois de l'année, on estime à 700 le nombre de policiers tués dans l'exercice de leurs fonctions. Parmi eux se trouvait le lieutenant colonel Malalai Kakar, l'une des femmes policiers les plus haut gradées du pays.

Au cours de ma visite, les autorités afghanes ont accepté de collaborer avec INTERPOL afin de mettre en place au niveau national un système à la pointe de la technologie permettant d'identifier et de localiser les terroristes et autres dangereux malfaiteurs. Il est essentiel que la police afghane ait à sa disposition les outils et la technologie nécessaires pour lutter efficacement contre le terrorisme, car c'est à eux qu'il reviendra de protéger le peuple afghan après le départ des forces internationales, et ce à long terme. Des choix sont faits qui ne sont pas les bons, comme de dépenser des milliards de dollars pour mener des opérations militaires en Afghanistan, alors même qu'aucune aide n'est accordée pour la mise en place d'un outil de police simple tel qu'un système d'identification des terroristes à l'aide de photographies et d'empreintes digitales.

Comme vous pouvez le constater, le principe d'*Anna Karénine* s'applique plus que jamais dans le monde actuel : la moindre faille, le moindre maillon faible dans notre réseau de sécurité mondial pourrait faire la différence entre notre victoire et notre échec à tous.

L'Organisation se trouve donc, ici et maintenant, à un carrefour de son histoire. L'un des panneaux montre la voie du *statu quo* – en d'autres termes, une voie qui nous est familière, sûre et sans surprise. L'autre panneau indique un chemin totalement nouveau, inconnu mais portant en lui la promesse d'une sécurité durable.

Mais pour bien s'engager sur ce chemin vers l'avenir, notre organisation a besoin que les chefs d'États et de gouvernements considèrent d'un œil nouveau le rôle de la communauté internationale des services chargés de l'application de la loi dans le monde d'aujourd'hui, de manière aussi radicale que le firent les fondateurs d'INTERPOL voilà 85 ans.

Et l'échec n'est pas envisageable lorsque les enjeux sont si importants.

Monsieur le Premier ministre, j'espère avoir su démontrer la contribution primordiale qu'apportent les polices à l'amélioration de la sécurité globale par le renforcement de la coopération policière internationale. J'ai été le témoin de succès extraordinaires remportés à cet égard, ces dernières années, par INTERPOL, ses Bureaux centraux nationaux et les forces de police des pays membres. Mais j'ai aussi constaté certaines graves lacunes en matière de sécurité qui mettent en danger les citoyens et les entreprises de votre pays, de votre région et finalement de la planète sur laquelle nous vivons tous.

J'ai constaté par moi-même la façon dont la Fédération de Russie a soutenu le travail d'INTERPOL durant la période où vous en étiez le Président, sous la houlette des Ministres de l'Intérieur Gryzlov et Nourgaliev. M. Nourgaliev est un ardent tenant de la coopération policière multilatérale et un défenseur tout aussi convaincu de la solidarité internationale entre policiers, position que je l'ai entendu exprimer de façon éloquentes lors de réunions ministérielles du G8.

J'ai constaté également la participation nettement accrue du B.C.N. de Moscou sous l'impulsion des Vice-

ministres de l'Intérieur ancien et actuel, Andreï Novikov et Evgueni Chkolov, du Major général de police Constantin Machabely (le premier Délégué pour l'Europe de nationalité russe qui ait siégé au Comité exécutif d'INTERPOL) et du Chef du B.C.N. de Moscou, Timour Lakhonine. Je peux dire sans craindre d'exagérer que sous votre direction, la Fédération de Russie est devenu un partenaire essentiel dans les efforts déployés par l'Organisation pour améliorer la sécurité des citoyens du monde entier.

Cette Assemblée générale, la plus importante en nombre qui ait été réunie à ce jour, s'inscrira dans notre histoire comme un tournant particulier. Nous allons lancer l'Initiative INTERPOL de sécurité globale pour le 21ème siècle, une stratégie d'ensemble qui vise à attirer l'attention des grands dirigeants du monde sur le rôle capital qu'ont à jouer les services chargés de l'application de la loi s'agissant de relever les défis en matière de sécurité globale d'aujourd'hui.

En tant que Secrétaire Général, je me suis rendu dans 120 pays membres d'INTERPOL et j'ai pris part à des réunions et des conférences régionales en Iran, en Syrie, en Europe, en Asie, en Afrique et dans les Amériques – en bref dans toutes les régions du monde. C'est de là que me vient ma conviction que le monde doit de toute urgence envisager une action policière et non plus une action militaire pour traiter le terrorisme et la criminalité organisée transnationale.

Mais INTERPOL a besoin des grands dirigeants de la planète pour défendre cette idée et que l'on prête une plus grande attention au rôle que peut jouer la police pour aider les pays à assurer la sécurité du monde.

INTERPOL a besoin que les dirigeants de la planète s'expriment avec la même ferveur et la même conviction concernant l'importance de son rôle dans la coopération policière internationale qu'ils l'ont fait – et le font toujours – au sujet de l'ONU et de son Conseil de sécurité. Le Conseil de sécurité prend des mesures contre des acteurs étatiques. INTERPOL, lui, prend des mesures à l'encontre d'acteurs non étatiques tels que terroristes, membres d'organisations criminelles et autres dangereux malfaiteurs internationaux. Le terrorisme et la criminalité d'aujourd'hui nécessitent un organisme international de lutte contre la criminalité qui soit fort et puisse compléter l'action de l'ONU.

Monsieur le Premier ministre,

Je vous demande instamment, à vous et à tous les chefs d'état et de gouvernement des 187 pays membres de l'Organisation, d'agir rapidement et résolument en vue de soutenir l'Initiative INTERPOL de sécurité globale pour le 21ème siècle et la constitution d'un Fonds d'un milliard visant à financer les actions entreprises pour renforcer encore la coopération policière internationale – un Fonds auquel les contributions seraient volontaires.

En d'autres termes, j'appelle les nations à avoir une attitude aussi passionnée et engagée envers la lutte mondiale contre le terrorisme et la grande criminalité internationale que celle dont elles font preuve s'agissant de résoudre la crise économique à laquelle nous sommes confrontés actuellement. Nous devons reconnaître que, sans une action immédiate pour corriger les défauts du dispositif global de sécurité, la situation, déjà fragile, pourrait s'aggraver en un instant.

S'il nous semble encore impossible de relever nombre des défis auxquels l'humanité doit faire face, défendre le monde contre le terrorisme et mettre un frein à la criminalité internationale sont, eux, fondamentalement possibles. Tous les pays doivent redoubler d'efforts pour mettre à disposition les ressources nécessaires, et s'unir pour écarter ensemble ce grave danger qui menace nos concitoyens, nos pays et notre mode de vie.

Je tiens à vous remercier d'avoir pris le temps d'être parmi nous ce matin. Je tiens également à vous remercier, ainsi que votre gouvernement et le peuple de la Fédération de Russie – en particulier les Pétersbourgeois – d'être de si aimables hôtes pour notre 77ème Assemblée générale. Étant donné l'importance géographique et stratégique de votre pays, et compte tenu du dévouement de vos agents chargés de l'application de la loi, j'espère que nos relations seront plus étroites encore au cours des

années qui viennent.

Je vous remercie.